

Unité départementale de Vendée
Cité administrative Travot
10, rue du 93^{ème} régiment d'infanterie
Bat A2
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 11 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAVAC

12 BOULEVARD DE REAUMUR
85000 La Roche-sur-Yon

Références : SRNT-2023-0459
Code AIOT : 0006304100

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2023 dans l'établissement CAVAC implanté Fief Chapitre 85400 Sainte-Gemme-la-Plaine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAVAC
- Fief Chapitre 85400 Sainte-Gemme-la-Plaine
- Code AIOT : 0006304100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société coopérative agricole CAVAC exploite une installation de fabrication d'isolants thermiques à base de fibres naturelles (lin, chanvre) sous le régime ICPE de l'autorisation. Les conditions d'exploitation de cette installation sont fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juin 2012. Le site dispose d'une partie silo, constituée d'un silo de 58 275 m³ et d'un silo de 65 485 m³. La visite d'inspection a porté uniquement sur la partie silo.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 silos, prévention des départs de feu

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
6	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
7	Risque foudre	AP Complémentaire du 15/06/2012, article 7.2.8.3	/	Sans objet
8	Canalisations	Arrêté Préfectoral du 15/06/2012, article 7.2.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevé lors de la visite d'inspection. L'inspection formule toutefois quelques observations sur lesquelles l'exploitant apportera ses éléments de réponses.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : L'exploitation du site CAVAC à Sainte-Gemme-la-Plaine est réalisée sous la surveillance d'un responsable de silo et d'un responsable adjoint. Ils sont nommément désignés par l'exploitant, avec présence d'une consigne générale affichée dans les bureaux et dans le silo. Toutefois, cette consigne n'indique pas le nom du responsable adjoint de silo. Un cursus formation est mis en place pour chaque personnel permanent du groupe CAVAC. Les formations suivies par le responsable de silo ont été présentées en salle. Le suivi des formations est réalisé par le service concerné (service RH, service sécurité, autre) selon la nature de la formation. Par exemple, le module explosion de poussières est suivi par le service sécurité. À chaque module est attribué une périodicité de recyclage de la formation. Le module sur l'explosion de poussières a une périodicité de 5 ans. L'outil de suivi permet de vérifier les dates de réalisation des formations et de consulter la date du prochain recyclage. La formation des saisonniers est réalisée via un livret d'accueil et une formation sur une demi-journée par le service sécurité. Les tâches affectées aux saisonniers sont le pont-bascule, la prise d'échantillon et le nettoyage du silo.
Observations : Observation n°1 : La consigne de sécurité précisera le nom et la fonction du responsable adjoint du silo.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
Constats : Le site fait l'objet de maintenances préventives et curatives. Le groupe CAVAC dispose d'un service maintenance et d'une GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur). La GMAO intègre l'ensemble des équipements et matériels de chaque silo,

définit les gammes de maintenance pour chacun d'entre eux et définit les fréquences d'entretien et de maintenance.

Annuellement, un plan de maintenance préventive est réalisé via la GMAO. Pour chaque silo, un bon de travail est édité par l'outil qui liste l'ensemble des équipements et matériels à contrôler. Un exemple de bon de travail a été présenté lors de la visite. Sur ce bon, pour chaque équipement ou matériel vérifié, l'opérateur indique s'il a effectué le contrôle et si celui-ci est bon.

Pour chaque équipement ou matériel à contrôler, l'outil de GMAO produit un document de synthèse des différentes tâches et contrôles attendus par l'opérateur. Il s'agit d'une simple liste de tâches à effectuer, le document ne prend pas la forme d'une check-list où l'opérateur pointerait chaque tâche.

En cas de maintenance curative, soit le chef de silo réalise une demande d'intervention auprès du service maintenance, soit il effectue une demande en direct pour une intervention urgente.

Les organes de sécurité des silos sont pour la majorité à sécurité positive. C'est-à-dire qu'en cas de dysfonctionnement, le circuit de manutention se met à l'arrêt. Les opérateurs sur site n'ont pas la main sur la supervision pour forcer une sécurité et remettre le circuit en marche.

Tous les contrôles et tests effectués par les opérateurs de maintenance sont enregistrés directement dans la GMAO, ce qui permet un archivage et une historisation des opérations de maintenance réalisées.

Au niveau des procédures et consignes, le site dispose d'un mode opératoire « mise en route et mise à l'arrêt » dans lequel sont précisés les actions de contrôles à réaliser (§ « Contrôles suite à arrêt ou entretien »).

Néanmoins, l'ensemble du processus de maintenance n'est pas formalisé au sein du groupe. Il s'agit d'un ensemble de bonnes pratiques mises en œuvre et gérées par le service maintenance. Il n'existe pas de procédure cadre sur le fonctionnement de la maintenance au sein de la société.

Observations :

Observation n°2 : L'exploitant s'interrogera sur la formalisation de son système de maintenance via une procédure cadre notamment.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Constats :

Chaque intervention sur site fait l'objet d'un permis d'intervention et éventuellement d'un permis de feu si des travaux avec point chaud doivent être réalisés dans l'installation.

Les permis de feu réalisés sur site ont été présentés lors de la visite. Ils sont tous bien signés conjointement par l'entreprise intervenante et une personne du site, qui doit être obligatoirement un permanent, mais pas nécessairement le responsable du silo.

Les permis de feu sont encadrés de manière globale par la charte sécurité du groupe CAVAC qui rappelle les grands principes du permis de feu et qui a autorité pour signer. La charte sécurité indique que seuls les responsables de silo peuvent signer les permis de feu, ce qui n'est pas la pratique constatée sur site, où tous les permanents peuvent signer.

Les permis de feu au sein du groupe CAVAC ont une validité de 1 journée maximum, peu importe la période de l'année.

À chaque permis de feu est adossé au verso l'ensemble des consignes de sécurité à respecter, et qui sont transmises systématiquement à l'entreprise intervenante. Ce point constitue une bonne pratique.

L'exploitant indique réaliser systématiquement une ronde de contrôle dans les 2 heures suivant la fin des travaux. Cependant, le format du permis de feu présenté ne permet pas de tracer et de justifier cette ronde. En effet, les permis de feu présentés par l'exploitant sont signés à l'horaire de fermeture du site, plusieurs heures pouvant donc s'être déroulées entre la fin des travaux réels et cet horaire indiqué sur le permis de feu.

Observations :

Observation n°3 : L'exploitant doit préciser qui a autorité pour signer les permis de feu et mettre en cohérence la charte de sécurité et les pratiques terrains.

Observation n°4 : L'exploitant pourra utilement rappeler dans la charte de sécurité ou sur les consignes de sécurité du permis de feu, que tout travaux avec point chaud doit prioritairement être réalisé hors du silo.

Observation n°5 : Le choix d'une validité de permis de feu de 1 journée ne suit pas les recommandations du guide sur l'état de l'art sur les silos de 2008 qui indique au paragraphe 2.2 : « Le permis de feu est établi pour une unité de temps, de lieu et de tâche. En particulier, le permis de feu ne doit pas dépasser la demi-journée pour une tâche donnée et un lieu donné lorsque le site est en exploitation [...] ».

L'exploitant s'interrogera sur l'application des recommandations du guide à son installation.

Observation n°6 : L'exploitant proposera un format de permis de feu permettant de tracer l'heure de fin des travaux et l'heure de réalisation de la ronde, afin de justifier un passage dans les 2 heures après le point chaud.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage

Prescription contrôlée :

[...]

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

[...]

Constats :

Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont bien asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident. Une alarme est déclenchée en cas d'incident au niveau de la supervision.

Les équipements de manutention sont asservis au fonctionnement des installations de dépoussiérage. L'asservissement des installations de dépoussiérage du silo 1 a été testé lors de la visite. Un arrêt de l'aspiration conduit bien à un arrêt de l'ensemble des équipements de manutention du silo.

Il n'a pas été testé la mise en route du circuit en cas de ventilation arrêtée.

Il a été testé également un contrôleur de déport de bande de la bande du silo 1. Le circuit de manutention s'est bien arrêté.

Du fait de l'exploitation du site, il n'a pas pu être testé d'autres équipements de sécurité. Toutefois, la visite a permis de vérifier, par sondage :

- la présence de contrôleur de rotation et de détecteur de bourrage sur les transporteurs à chaîne ;
- la présence de contrôleur de rotation et de détecteur de déport de sangle sur les élévateurs ;
- la présence de contrôleur de rotation et de déport de bande sur les transporteurs à bande.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande

Prescription contrôlée :

[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

Constats :

Chaque silo est équipé d'un transporteur à bande en sur-cellule pour l'alimentation des silos.

Le certificat de conformité à la norme NF EN ISO 340 de chaque bande a été présenté lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Équipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du

matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;
Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
Constats : Le rapport sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds en date du 6 juillet 2022 (réf : 22032971) a été présenté lors de la visite. Ce rapport ne présente aucune observation. Le rapport de conformité électrique en date du 28 avril 2023 (réf : 0488553-009-1) a été présenté lors de la visite, qui conclut sur l'absence de dangers d'incendie ou d'explosion. Le rapport présente 2 observations sur des BAES (bloc autonome d'éclairage de sécurité) à remplacer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Risque foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/06/2012, article 7.2.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles des installations de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Par la suite, les dispositifs de protection contre la foudre font l'objet de vérifications visuelles annuelles et complètes tous les 2 ans par un organisme compétent. Tous ces contrôles sont décrits dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisés conformément aux normes en vigueur. Les agressions de la foudre sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une des vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant dispose de l'ARF, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : Les 2 silos du site sont équipés de protection contre la foudre. L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification visuelle des installations de protection foudre du site en date du 13 avril 2023 (réf : 23034303-1). Ce rapport n'émet aucune observation. L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification complète des installations de protection foudre du site en date du 15 juin 2022 (réf : 22032964). Ce rapport émet 1 seule non-conformité relatif à une descente de protection foudre. Cette non-conformité a été levée par l'exploitant (elle n'apparaît pas dans le rapport de vérification visuelle de 2023). Lors de la visite terrain, il a pu être constaté l'absence de coup de foudre sur les compteurs de chaque descente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Canalisations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2012, article 7.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Protection mécanique

Prescription contrôlée :

[...]

Lors de leur installation, ils font l'objet de mesures de protection adaptées aux agressions qu'ils peuvent subir : actions mécaniques, physiques, chimiques, chocs, vibrations, écrasements, corrosions, flux thermiques...

[...]

Constats :

Lors de la visite terrain, il a pu être constaté que la canalisation extérieure d'alimentation en gaz naturel du séchoir était partiellement protégée des agressions et chocs mécaniques (type choc véhicule).

Un enrochement est présent, placé dans le sens normal de circulation des camions, protégeant ainsi la canalisation. Néanmoins, cet enrochement n'assure une protection complète de la canalisation (cf. photo ci-dessous).



Observations :

Observation n°7 : L'exploitant mettra en place une protection complémentaire de la canalisation d'alimentation en gaz naturel du séchoir, afin de protéger celle-ci de toute agression mécanique extérieure.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet